

COVID-19 – ESPAGNE-PORTUGAL Conséquences sur le secteur Agriculture – Alimentation – Pêche

Veille du 9 avril 2020

Résumé :

L'approvisionnement alimentaire de l'Espagne et du Portugal est assuré, y compris en produits de la mer. Le transport de marchandises entre le Portugal et l'Espagne est très fluide. Les importations ibériques se poursuivent normalement, notamment en céréales.

Tout en s'adonnant à la pâtisserie, les ménages espagnols plébiscitent le pain.

L'inquiétude gagne les producteurs espagnols de melons et de pastèques. L'interprofession espagnole appelle les producteurs à la prudence dans les plantations, pour éviter un excès d'offre.

Sous l'effet des campagnes de promotion et à l'approche de la période de Pâques, la consommation espagnole de viande ovine a connu une embellie fin mars, qui ne semble pas profiter aux petits éleveurs. Un dispositif d'aides directes aux éleveurs ovins-caprins est en préparation. Pendant ce temps, l'Espagne conforte sa place de premier exportateur mondial sur le marché chinois pour la viande de porc.

Irrigation : la baisse de puissance électrique aux points de captage, demandée depuis plusieurs années par les syndicats espagnols sans succès, est finalement mise en place suite à l'épidémie.

Impôts sur le revenu 2019 : réduction de la base imposable pour tous les agriculteurs espagnols.

Le ministre espagnol Luis Planas appelle les Communautés autonomes à déployer le dispositif national facilitant l'embauche de chômeurs et de travailleurs étrangers en agriculture, malgré les critiques de certaines (Murcie, Catalogne).

La hausse de la demande en poisson surgelé ne suffit pas, à ce stade, pour compenser la baisse du frais, dont le merlu reste la vedette. Toutefois, la pêche reprend progressivement en Espagne, suite à l'adoption des mesures de sécurité par les professionnels. Une embellie des prix est observée.

Des aides régionales seront accordées aux conchyliculteurs de Huelva.

La Commission européenne approuve une ligne de crédit de 20 M€ pour les PME portugaises de la pêche et l'aquaculture.

ESPAGNE

Circulation des marchandises et des personnes

Document d'accompagnement des marchandises agricoles et forestières : l'Andalousie reporte le régime de sanction. Celui-ci entrera en vigueur le 15 octobre 2020, au lieu du 15 avril, afin de donner davantage de temps aux producteurs, dans le contexte d'urgence sanitaire, pour s'adapter à la réglementation européenne en matière de traçabilité des produits en transit. Le Gouvernement andalou a indiqué qu'il mettrait en place, dans l'intervalle, des modules d'information et de formation en ligne relatifs à ce document pour s'assurer d'une conformité maximale. Seules les sanctions sont repoussées, les contrôles eux, demeurent.

Filières agricoles et alimentaires

• Fruits

L'inquiétude gagne les producteurs de melons et de pastèques. L'interprofession des melons et pastèques craint que la crise sanitaire actuelle et l'arrêt du tourisme ne se traduisent par une moindre demande dans les mois à venir, d'une part, et que la pénurie de main d'œuvre ne génère des difficultés pour la récolte si

les surfaces en production sont élevées. Elle appelle par conséquent les producteurs à la prudence dans la planification des plantations, afin d'éviter toute surproduction et baisse des prix.

En Estrémadure, les producteurs de fruits rappellent aux centrales d'achat la nécessité de respecter la loi sur la chaîne alimentaire. A quelques jours du début de la campagne des fruits à noyaux, le Syndicat des petits agriculteurs d'Estrémadure (UPA-UCE) rappelle que les obligations fixées par la loi sur la chaîne alimentaire demeurent en dépit de la crise sanitaire, et en particulier la nécessité de proposer un contrat dès l'acte d'achat, avec un prix fixé, supérieur aux coûts de production et cohérent avec la réalité du marché. Les producteurs indiquent qu'ils seront particulièrement vigilants au respect de ces dispositions. Un amendement à cette loi (visant à la renforcer) est par ailleurs en discussion au Parlement national, et fait également l'objet d'une consultation publique.

- **Porc**

Exportations en Chine garanties, avec 8 nouveaux établissements habilités. Ceci porte à 57 le nombre d'établissements espagnols habilités à l'exportation de viande de porc et de produits à base de viande de porc, et conforte ainsi la place de l'Espagne comme premier exportateur mondial sur le marché chinois pour les produits porcins (+119% en valeur en 2019, par rapport à 2018).

- **Ovins**

Consommation de viande ovine dans les ménages : en nette hausse lors de la deuxième semaine de confinement. L'analyse hebdomadaire de consommation dans les ménages – réalisée par le ministère de l'Agriculture, de la pêche et de l'alimentation – indique une hausse de 31% de la consommation de viande ovine dans les ménages lors de la deuxième semaine de confinement (du 23 au 29 mars) par rapport à la même semaine l'an passé. Comparée à la chute de plus 25% la semaine précédente (du 16 au 22 mars), cela représente un bond de +52,6% en une semaine seulement, et traduit vraisemblablement le succès des campagnes de promotion. L'approche de la période de Pâques a très certainement également joué un rôle dans ce rebond.

- **Boulangerie - pâtisserie**

Confirmation du plébiscite pour la farine, mais sans baisse de la consommation de pain. Bien que la consommation de farine dans les ménages ait été nettement supérieure à celle de l'an passé durant les deux premières semaines de confinement (+190% et +170% respectivement), cette hausse ne s'est cependant pas traduite par une diminution de la consommation de pain. Au contraire, les achats de pain ont augmenté de 9,5 et 16% respectivement durant ces mêmes semaines (toujours en référence à 2019).

Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

Un dispositif national en faveur des éleveurs de petits ruminants en préparation... Le 8 avril, lors de ses échanges avec les Communautés autonomes, le ministre de l'Agriculture Luis Planas a indiqué que le texte relatif au dispositif d'aides directes aux éleveurs caprins et ovins serait amendé et publié dans les tous prochains jours.

... dont le projet ne satisfait pas certains éleveurs. L'Union des agriculteurs, éleveurs et sylviculteurs de la Communauté de Madrid (Ugama) insiste sur le cas des éleveurs qui ne parviennent pas à vendre leurs animaux aux abattoirs, et qui seraient donc, en l'état actuel du texte, non-éligibles à l'aide prévue par le Gouvernement central. Elle souhaite également un relèvement des plafonds : à partir de 125 et jusqu'à 1000 femelles reproductrices pour les ovins, et à partir de 65 et jusqu'à 600 pour les caprins. Enfin, les éleveurs demandent que les plateformes d'achat, d'échange et de concentration ne soient pas bénéficiaires de l'aide, au motif qu'elles ne sont pas autant en difficulté, et profitent même parfois de la situation pour faire baisser les prix d'achats aux éleveurs.

Irrigation : la baisse de puissance électrique aux points de captage, demandée depuis plusieurs années par les syndicats sans succès, est finalement mise en place suite à l'épidémie. Il sera ainsi désormais possible pour les agriculteurs de contacter leur fournisseur pour baisser temporairement (et sans frais) la puissance électrique en dehors de la période d'arrosage. Cette disposition restera en vigueur 3 mois après l'état d'alerte, et soulagera les charges d'exploitation pour de nombreux agriculteurs, selon le syndicat des jeunes agriculteurs (ASAJA) de Palencia.

Impôts sur le revenu 2019 : réduction des indices de rendement nets des exploitations agricoles. Cette réduction de la base imposable est applicable à tous les agriculteurs, et permet de tenir compte des dommages climatiques et autres perturbations de marché. Bien qu'elle porte sur l'exercice 2019, sa publication récente n'est pas anodine et vise également à soutenir les agriculteurs dans le contexte difficile de crise sanitaire.

Renforcement des contrôles sanitaires alimentaires dans les Asturies. Le Gouvernement local indique qu'il renforce les contrôles de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, en particulier sur l'aval (stockage, transformation, préparation, distribution), afin de garantir la sécurité des produits et donc des consommateurs. Ces contrôles se feront par téléphone, voire sur visites pour les sites les plus "à risque".

Distribution

Au Pays Basque, l'interdiction récente des marchés en plein-air ne passe pas auprès des syndicats. Décrétée le 8 avril et jusqu'à la fin de l'état d'alerte par le Gouvernement régional, cette interdiction est qualifiée de « lamentable et incompréhensible, aussi bien pour les producteurs que pour les consommateurs » par le syndicat agricole basque ENBA. Ce dernier dénonce une réponse « disproportionnée » et « incohérente » car le département du commerce du Gouvernement local encourage dans le même temps la consommation de produits locaux. Cette décision mettrait par ailleurs en danger, toujours selon le syndicat, aussi bien l'approvisionnement alimentaire des citoyens que l'avenir des exploitations agricoles du territoire.

Baisse des ventes pour les enseignes hard-discount. L'analyse hebdomadaire de la consommation dans les ménages espagnols, conduite par le ministère en charge de l'agriculture et de l'alimentation, indique qu'en dépit de la hausse générale de consommation dans les supermarchés durant la deuxième semaine de confinement (+17,6% du 23 au 29 mars par rapport à la même semaine l'an dernier), les enseignes de hard-discount accusent quant à elle une baisse de 3,9%.

Une croissance hétérogène de la consommation en fonction des zones géographiques. Le ministère observe une hausse de la consommation sur la deuxième semaine de confinement supérieure à la moyenne nationale dans la moitié nord du pays, en particulier en Navarre (+48,8%), au Pays Basque (+25,4%) et dans les Asturies (+24,6%). Dans la zone méditerranéenne, les Baléares (+37%) et Murcie (+30,4%) sont les régions qui enregistrent les taux de croissance les plus hauts, eux aussi supérieurs à la moyenne.

Des mesures pour encourager la vente directe, du producteur au consommateur. C'est ce qu'a demandé le Gouvernement de Cantabrie au Gouvernement espagnol, pour assurer la survie de nombreux producteurs, qui seront, après la crise, les fournisseurs principaux des restaurants, hôtels et industries de la région.

Réponse massive des petits producteurs à l'appel lancé par la chaîne de grande distribution catalane Caprabo pour les accompagner dans la commercialisation. Près de 53 petits producteurs (fruits et légumes, vins, viande, lait et fromage) se sont déclarés intéressés par le "programme de proximité" de l'enseigne, permettant de commercialiser leurs produits locaux directement dans certains de ses magasins. Une initiative très utile pour des petits producteurs dont les débouchés habituels se sont réduits ou ont totalement disparu (marchés de proximité notamment).

La pâtisserie « La Mallorquina » se lance à son tour dans la livraison à domicile. Ses produits, emblématiques de la gastronomie madrilène, sont disponibles à la commande suite à un accord avec le service de livraison à domicile Glovo. Elle entend ainsi participer au mouvement #YoMeQuedoEnCasa ("Je reste à la maison"), tout en essayant de limiter les pertes, dans la mesure où Pâques est habituellement une période clé de l'année en matière de chiffre d'affaires.

Mesures de gestion de la main d'œuvre

Le ministre Luis Planas appelle les Communautés autonomes à déployer le dispositif national facilitant l'embauche de chômeurs et de travailleurs étrangers. Il considère qu'elles sont "les mieux placées" pour le déploiement de ces mesures, en relation étroite avec les organisations professionnelles, afin de répondre pleinement aux besoins des filières, qui peuvent varier d'une région à l'autre. "Si nous coopérons tous, alors nous apporterons une réponse positive aux demandes de main d'œuvre du secteur agricole" a-t-il ajouté.

Les Communautés autonomes expriment des avis divergents vis-à-vis de ce nouveau dispositif. Ainsi, si les Baléares accueillent favorablement ces mesures en les qualifiant de “positives” et “hautement nécessaires”, d’autres comme Murcie leur réservent un accueil plus critique, déplorant le manque de consultation des régions dans la préparation du projet, qui aurait pu permettre de mieux répondre aux cas particuliers rencontrés par certaines filières (en permettant notamment plus de flexibilité dans les contrats pour mieux s’adapter au contexte, qui change très vite). Pour la Catalogne, si ces mesures sont “un premier pas”, elles sont jugées “insuffisantes” (notamment au niveau du statut des travailleurs migrants).

Certains syndicats sont réservés. Il craint en effet que la gestion déléguée aux Communautés autonomes et municipalités soient source de complexité administrative et donc de forte inertie. Il en appelle également aux agriculteurs, afin de ne surtout pas baisser la garde et d’appliquer encore plus strictement les mesures de protection pour éviter toute contagion, dans ce contexte d’arrivée massive de nouveaux travailleurs. Enfin, il se joint aux autres syndicats (ASAJA, UAG) pour dénoncer le mauvais usage du Programme de développement de l’emploi rural (PFEA), qui, en raison de son déploiement concomitant aux campagnes de récolte introduit une “concurrence” pour la main d’œuvre locale, déjà peu nombreuse.

Actions de solidarité

Uber et Galp s’associent à l’ONG *Save the Children* pour distribuer gratuitement des denrées alimentaires aux familles avec enfants vulnérables. Intitulée “*A tu lado*” (“à tes côtés”), l’opération vise à livrer chaque semaine un panier de denrées non périssables à 1 500 familles de Madrid, de Valence, de Catalogne et d’Andalousie. Uber et Galp mettent à disposition gratuitement leurs services de livraison. Une interface de récolte de dons pour l’ONG a également été mise en place sur les applications de commandes des particuliers.

Les producteurs de bananes des Canaries entament leur campagne de dons aux banques alimentaires. L’Association des coopératives de producteurs de bananes des Canaries (Asprocan) a ainsi indiqué que 220 tonnes seraient données dans les jours qui viennent aux banques alimentaires de 13 villes espagnoles. L’opération se poursuivra dans les jours et semaines qui suivent, dans la plupart des grandes villes d’Espagne.

McDonald’s España indique a fait don de près de 56 tonnes de denrées alimentaires depuis le début de la crise sanitaire. Ces dons sont destinés aussi bien aux banques alimentaires du pays, au travers de leur Fédération nationale (Fesbal), qu’à d’autres associations caritatives et ONG qui s’occupent des personnes vulnérables. Le Directeur général de *McDonald’s España* a indiqué qu’il était dans ce contexte plus que jamais nécessaire de “d’additionner tous les efforts”. Outre la participation au mouvement de solidarité, ces dons permettent également à McDonald’s d’écouler des stocks inutilisables suite à la fermeture d’une majeure partie de ses restaurants.

Pêche maritime et aquaculture

Reprise progressive de l’activité suite à l’adoption des mesures de sécurité par les professionnels, et embellie des prix. Selon le comité de crise mis en place il y a trois semaines par les trois principales associations du secteur de la pêche (Confédération des professionnels de la pêche - CEPESCA, Fédération nationale des armateurs – FNCP, Fédération du commerce de détail des produits de la pêche - FEDEPESCA), destiné à suivre l’impact de la crise du Covid-19 sur la filière, l’adoption progressive des mesures de sécurité par les professionnels du secteur a permis d’assurer une reprise de l’activité des flottes, et un bon fonctionnement du secteur de la distribution. Le comité de crise a également constaté une progressive embellie des prix depuis une semaine et l’utilisation de plus en plus fréquente des nouvelles technologies (WhatsApp notamment) pour la livraison à domicile.

Le ministre Planas rappelle aux Communautés autonomes les aides financières mises à la disposition des entreprises du secteur de la pêche. Lors de la visio-conférence du 8 avril avec les 17 Conseillers régionaux à la pêche, Luis Planas a tenu à rappeler la possibilité pour les pêcheurs impactés par la crise du Covid-19, d’introduire des demandes de Plans de licenciement temporaires pour force majeure ou causes économiques, et d’accéder aux aides mises à disposition par l’Institut de crédit officiel (ICO, organe dépendant du ministère de l’Economie et du commerce).

Des aides régionales seront accordées aux conchyliculteurs de Huelva. Les pêcheurs de coquillages de la province de Huelva ont décidé d'avancer au 16 avril l'arrêt biologique prévu initialement pour le 1^{er} mai de cette année, en raison de la baisse des ventes, jusqu'à -80% selon certaines estimations. Par ailleurs, le Gouvernement andalou a annoncé l'octroi d'aides au secteur pendant cet arrêt biologique, afin d'amortir l'impact de cette pandémie, une première pour cette filière.

Baisse générale de consommation de poisson confirmée sur la deuxième semaine de confinement. Cette baisse de 4% par rapport à la même semaine l'an passé s'expliquerait en grande partie par la chute de demande de poissons frais et en conserve, selon les données de l'analyse de consommation dans les ménages du Ministère espagnol. La hausse de près de 17,8% de la consommation de poissons surgelés (toujours par rapport à la même semaine l'an passé) ne suffit en effet pas à inverser la tendance générale.

Le merlu s'affiche comme le poisson le plus vendu. Selon l'association des professionnels de la pêche, CEPESCA, et l'association du commerce de détail de poisson, FEDEPESCA, le merlu arrive en tête au classement des poissons les plus vendus de la quatrième semaine de confinement (6 au 12 avril). Le kg se situant entre 3,60 € et 6,50 €, alors que les meilleures pièces atteignent 10,30 €/kg sur certaines criées galiciennes.

Campagne de soutien de la pêche en Galice. Le Gouvernement régional galicien a lancé la campagne "*Achetez des produits frais de la mer, nous sommes tous sur le même bateau*", afin de soutenir la consommation de ces produits et de faire connaître le travail accompli dans des conditions difficiles depuis l'entrée en vigueur de l'état d'alerte le 14 mars dernier par le gouvernement espagnol, par les 2 000 bateaux, 40 criées et 10 000 employés que composent le secteur de la pêche de cette région.

Circulation des marchandises et des personnes

Le transport de marchandises entre le Portugal et l'Espagne se déroule toujours normalement, notamment à la frontière de Vilar Formoso (centre du Portugal) où le trafic routier reste très faible. Les limites de circulation décrétées par le Gouvernement pendant le week-end de Pâques (entre 00h00 de jeudi et 24h00 de lundi) et empêchant le déplacement des personnes hors leur municipalité de résidence pourront éventuellement entraîner quelques retards d'approvisionnement au niveau interne, liés à la demande accrue au cours de cette période et aux actions de contrôle menées par les forces d'ordre, même si les travailleurs et les transporteurs de marchandises pourront continuer à circuler librement.

Les importations portugaises se poursuivent normalement. Le Gouvernement portugais a déclaré que l'approvisionnement externe se déroulait normalement, notamment en céréales et riz. Par ailleurs, le ministre de l'Économie a souligné que les autorités du pays ne prévoient pas de contraintes particulières en matière d'importation à l'avenir.

Filières agricoles

- **Lait**

Situation « dramatique » pour le secteur de la fromagerie. L'Association des producteurs de fromage de Castelo Branco (région centre) a annoncé une baisse de 50% des ventes de fromage de la région et a fait une évaluation « dramatique » de la situation à laquelle le secteur est confronté. De nombreuses fromageries seraient proches de la faillite.

Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

L'aide au retrait des fruits rouges pourrait s'étendre à d'autres produits frais. La ministre de l'Agriculture, Maria do Céu Albuquerque, a indiqué que les aides publiques au retrait du marché, prévoyant leur distribution gratuite à des organisations caritatives, déjà appliquées aux fruits rouges, pourraient éventuellement être étendues à d'autres secteurs. La Confédération des Agriculteurs du Portugal (CAP) demande son extension à l'ensemble du secteur agricole.

Préparation de mesures supplémentaires pour soutenir les filières les plus impactées. La ministre a ajouté que le Gouvernement portugais est en train de mettre en place tous les outils dont il dispose au service des producteurs du pays, notamment dans les filières les plus impactées par la crise sanitaire : produits laitiers et fromages de petits ruminants, viande de races autochtones, fleurs, vin.

Distribution

La fréquence d'achat diminue mais le volume du panier augmente. Les ménages portugais diminuent leurs déplacements en supermarchés, mais augmentent la quantité d'achats.

Mobilisation de la grande distribution en faveur des produits portugais. Au cours des dernières semaines, les petits producteurs locaux se sont retrouvés privés de leur débouché principal, la restauration, mais les chaînes de distribution se sont mobilisées pour assurer un meilleur flux de la production nationale alimentaire, en augmentant les commandes. En particulier, l'association du secteur de l'élevage (*Fenapecuária*) a fait part d'une augmentation des achats de viande bovine portugaise par les grandes chaînes de distribution.

Le Gouvernement autorise les particuliers à se fournir chez les grossistes. Les chaînes de Cash & Carry *Makro* et *Recheio*, sont autorisées à devenir un canal supplémentaire de distribution de produits de première nécessité aux consommateurs.

Mesures de gestion de la main d'œuvre

Le Gouvernement portugais propose des solutions face au risque de pénurie de main d'œuvre. La ministre de l'Agriculture a rappelé les solutions existantes face à un éventuel manque de main d'œuvre dans le secteur agricole. Ainsi, le budget pour 2020 a introduit une exonération d'Impôt sur les Revenus (IRS), jusqu'à 2 194 € pour les revenus de travail des étudiants, notamment pendant les vacances scolaires. La ministre a ajouté que les immigrants travaillant dans l'agriculture verront leur permis de travail renouvelé par le Service des étrangers et des frontières (SEF). Par ailleurs, le Gouvernement envisage, à ce stade, la possibilité d'étendre au secteur agricole le recours au chômage partiel.

Actions de solidarité

Des entreprises viticoles de Porto et de la région du Douro ont fabriqué plusieurs tonnes de gel hydro alcoolique. Elles ont transformé 52 000 litres d'eaux de vie en 55 000 litres de gel désinfectant, livrés aux hôpitaux du nord du pays.

Pêche maritime et aquaculture

La Commission européenne approuve une ligne de crédit de 20 M€ pour les PME portugaises de la pêche et l'aquaculture. Cette ligne de crédit avait été annoncée par le ministère de la Mer portugais le 21 mars. Elle va permettre de répondre aux besoins de trésorerie des entreprises de pêche, des coopératives de producteurs, des entreprises de transformation du poisson et d'aquaculture.